



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 27 mars 2012

Service Prévention des Risques

Unité Territoriale des Bouches du Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
440, rue Albert Einstein
CS 50541
13594 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3

A/Aix/CA-2011-035
D/Aix/2012-077- ICPE
GIDIC 64-8653-P3

Avis de l'Autorité Environnementale

Objet : Avis de l'autorité environnementale pour un projet d'installations classées
Demande en date du 26 octobre 2011 de TRIADE ÉLECTRONIQUE/MICRO'ORANGE,
pour un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques à
ROUSSET

Référence : Transmissions préfectorales du 07 novembre 2011 et du 21 février 2012
Avis de l'Agence régionale de Santé du 19 mars 2012

1. Présentation du projet

La société TRIADE ÉLECTRONIQUE, filiale du groupe VEOLIA, exploite depuis 2007 à ROUSSET, en zone industrielle (avenue G. Vacher), un centre de tri/démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE ou D3E), sous le régime de Déclaration (rubriques 2711 et 1.185 de la nomenclature, récépissé n°294-2007 D).

L'incitation au développement d'activités de recyclage des D3E génère une forte croissance d'activité du site, qui va le soumettre à autorisation pour les rubriques 2711, 2718, 2790 et 2791.

Les D3E reçus peuvent être des déchets dangereux ou non ; il s'agit de GAM (gros appareils ménagers), PAM (petits appareils ménagers) ou d'écrans (plats ou cathodiques).

Les installations seront exploitées par deux sociétés (Triade Électronique, et une de ses filiales Micro'Orange) qui souhaitent être titulaires de façon conjointes et solidaires de l'autorisation préfectorale d'exploiter.

L'activité projetée est visée par les directives IPPC et IED ; les installations devront donc faire l'objet d'un bilan de fonctionnement tous les dix ans.

2. Cadre juridique

Compte tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, celui-ci est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L. 122-1 et R. 122-1-1 du code de l'environnement.

L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet.

Selon l'article R. 122-13 du code de l'environnement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, donne son avis sur le dossier d'étude d'impact dans les deux mois suivant cette réception. Selon l'article R. 122-1-1 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente pour le projet est le préfet de Région ; pour préparer son avis, le préfet de région s'appuie sur les services de la DREAL.

Comme prescrit à l'article L. 122-18 et R. 512-3 du code de l'environnement, le porteur du projet a produit une étude d'impact et une étude de danger qui ont été déclarées recevables et transmises à l'autorité environnementale le 09 février 2012 pour être soumis à son avis.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques de la nomenclature	Désignation des installations	Volume des activités	Classement *
1185-2.a)	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés 2. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920 La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 800 l de capacité unitaire sauf installations d'extinction(D)	CFC, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés. Quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation : 60 litres de capacité unitaire	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³(D)	Stockage de carburant (fioul domestique). Cuve aérienne en double enveloppe, de capacité 2 500 litres. Capacité équivalente totale : 0,5 m ³	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant : 3. Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³(DC)	Station de distribution de carburant [fioul domestique (1ère catégorie, coeff. 1)] pour les chargeuses. Volume annuel de carburant distribué : 10 m ³	NC
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³(A)	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état de DEEE. Volume susceptible d'être entreposé : 2 000 m ³	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1000 m ²(D)	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux. Surface : 150 m ² (bennes et/ou alvéoles)	D
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t(A)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (condensateurs, tubes, batteries). Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation : 80 tonnes	A
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW(D)	Atelier de charge d'accumulateur (chariots électriques). Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération : 25 kW	NC

Rubriques de la nomenclature	Désignation des installations	Volume des activités	Classement *
2790-1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. 1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.....(A)	Installation de traitement de déchets dangereux : - traitement des PAM et des écrans, - rénovation de matériels d'information, - démantèlement manuel de D3E d'origine professionnelle. La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j(A)	Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités est d'au plus 45 tonnes/jour.	A

A : autorisation
D : déclaration
NC : non classé

3. Les enjeux identifiés par l'autorité environnementale

Le projet d'extension d'activité se situe en zone industrielle de Rousset, sur une parcelle située en bordure de la RD 56C, sur un terrain déjà exploité et comprenant 2 bâtiments principaux existants, un pour les bureaux l'autre pour l'activité industrielle. Ce projet n'est concerné par aucune protection réglementaire ni par aucun inventaire signalant un intérêt environnemental. La zone naturelle remarquable la plus proche est à environ 1,5 km au nord-ouest (ZNIEFF géologique).

4. Qualité du dossier de demande d'autorisation

Les articles R. 512-3 à R. 512-6 définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation, l'article R. 512-8 définit le contenu de l'étude d'impact et l'article R. 512-9 définit le contenu de l'étude de dangers.

L'étude d'impact comprend les différents chapitres exigés par le code de l'environnement, et couvre l'ensemble des thèmes requis. Le dossier a correctement analysé l'état initial et ses évolutions pour les enjeux de la zone d'étude et de manière proportionnelle. L'analyse est proportionnée aux enjeux de la zone d'étude et prend en compte tous les aspects du projet :

- la période d'exploitation,
- la période après exploitation (remise en état).

Par rapport aux enjeux présentés, le dossier a bien identifié et traité les impacts du projet sur les différentes composantes environnementales. Il prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement. L'étude ne met pas en évidence d'impact notable sur les différentes composantes de l'environnement.

Au vu des impacts présentés, l'étude présente les mesures pour supprimer, réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement et les effets potentiels du projet.

L'étude de dangers (EDD) est établie selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées. Elle a correctement été menée et ne montre pas d'accident entraînant des conséquences significatives pour les populations voisines.

Le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque, est modéré (risque acceptable) - Cf. page 56 de l'étude de dangers.

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, la **remise en état** et les conditions de réalisation proposées sont présentées de manière claire et détaillée.

Les résumés non techniques abordent les principaux éléments du dossier. Ils sont lisibles et clairs.

5. Conclusion de l'avis de l'autorité environnementale

D'une manière générale, l'étude d'impact est claire, concise. Elle est complète et comporte les rubriques exigées par le code de l'environnement. Elle est proportionnée aux enjeux environnementaux qui sont limités.

La conception du projet et les mesures prises pour supprimer, réduire les impacts sont appropriées au contexte et aux enjeux.

L'enquête publique peut conduire à l'émergence d'enjeux ou faits nouveaux par rapport au présent avis basé sur les documents fournis par le pétitionnaire et les documents de planification connus à cette date. Il conviendra dans ce cas que les prescriptions proposées par l'Inspection des installations classées prennent en compte ces nouveaux éléments.

Le présent avis est adressé à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône en vue d'être joint au dossier mis à l'enquête publique.

Pour le Préfet de Région PACA et par délégation,
pour le Directeur et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône,



G. SANDON